

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SFTR

ZI Chemin des marais
51370 Saint-Brice-Courcelles

Références : MONTOIS-LA-MONTAGNE_SFTR_2025-12-05_RAPVI-PPC_AP_02367
Code AIOT : 0006201610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SFTR implanté Carrière Saint- Paul BP 24 57860 Montois-la-Montagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle imposant une inspection annuelle du site.

L'exploitant a de plus transmis par courrier du 4 septembre 2025 à la préfecture de Moselle le rapport relatif au réaménagement de la subdivision de casier 3.3 établi par le bureau d'études ACOSOL.

L'inspection s'est aussi rendue sur le site de Montois-la-Montagne afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTR
- Carrière Saint- Paul BP 24 57860 Montois-la-Montagne
- Code AIOT : 0006201610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTR exploite une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande depuis 1977. Les activités mises en œuvre relèvent notamment des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2760.2 classant les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- 3540 classant les installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

La zone actuellement en exploitation (casier Montois III) est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifiant certains articles de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société SITA FD à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande. L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 a acté le changement d'exploitant au profit de la société SFTR.

De plus, l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (autorisation sous la rubrique ICPE 2760) est applicable à l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en place de la couverture finale	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)	Sans objet
2	Contrôle de la couverture finale	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)	Sans objet
3	Structure de la couverture finale	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)	Sans objet
4	Végétalisation de la couverture finale	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)	Sans objet
5	Programme de contrôle et de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Programme de détection et réparation des émissions fugitives	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V	Sans objet
7	Programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
8	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu du rapport de conformité transmis par l'exploitant pour le réaménagement de la subdivision de casier 3.3 et de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées considère que les travaux d'aménagement sont conformes aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié et par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place de la couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)
Thème(s) : Autre, Couverture finale
Prescription contrôlée : [...] La couverture finale des subdivisions de casier exploitées en mode bioréacteur (n°3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 5.1 et 5.2) est mise en place au plus tard 6 mois après la fin de l'exploitation de chaque subdivision de casier exploitée en mode bioréacteur. [...]
Constats : Vu le dernier bordereau de suivi relatif aux déchets de la subdivision 3.3 ; Vu le rapport ACOSOL n°66-22-2a du 8 août 2025 ; L'exploitation de la subdivision 3.3 s'est achevée le 7 février 2025. Les travaux de couverture finale ont été réalisés d'octobre à décembre 2024 et d'avril à juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de la couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)
Thème(s) : Autre, Couverture finale
Prescription contrôlée : [...] Pour la géomembrane, le géosynthétique drainant et le géosynthétique de renforcement, l'exploitant justifie de la mise en oeuvre de bonnes pratiques en terme de pose pour assurer leur efficacité. [...] Des contrôles de l'épaisseur de ces matériaux de couverture seront réalisés pour attester de la conformité de l'épaisseur mise en oeuvre. [...] Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés. [...] Constats : Vu le rapport ACOSOL n°66-22-2a du 8 août 2025 relatif au réaménagement de la subdivision 3.3 ; Ce rapport comprend le plan topographique de l'installation, le détail des contrôles réalisés ainsi que leurs résultats pour l'ensemble des couches composant la couverture finale. L'inspection n'émet pas de remarques sur les contrôles effectués. Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Structure de la couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)
Thème(s) : Autre, Couverture finale
Prescription contrôlée : Hormis pour les subdivisions 1 et 3.1 du casier de Montois III, la couverture finale a une structure multicouche avec au minimum du bas vers le haut : <ul style="list-style-type: none"> • une couche de forme de 50 cm de matériaux inertes ; • une géomembrane en PEHD ; • un géosynthétique drainant ; • une couche de terre de revêtement d'au minimum 80 cm d'épaisseur dont 30 cm de terre permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration. [...] Constats : Vu le rapport ACOSOL n°66-22-2a du 8 août 2025 relatif au réaménagement de la subdivision 3.3 : <ul style="list-style-type: none"> • la couche de forme en matériaux inertes a une épaisseur supérieure à 50 cm (l'épaisseur minimale de 52 cm a été mesurée au point de sondage à la tarière à main T10) ; • la géomembrane en PEHD de 1,5 mm d'épaisseur a fait l'objet d'une vérification

<p>documentaire de conformité pour étanchéité et l'épaisseur, d'un contrôle du stockage avant pose, d'un contrôle visuel durant la pose et d'un contrôle des soudures simples et doubles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> le géocomposite de drainage a fait l'objet d'un contrôle visuel et d'un contrôle de son assemblage ; la couche de revêtement de 80 cm d'épaisseur et de pente comprise entre 5 et 15% est composée de marnes et d'argiles. Elle a fait l'objet de sondages pour contrôler son épaisseur ainsi que de levés topographiques pour contrôler sa pente. <p>Le rapport conclut en la conformité des différentes couches de la couverture finale. L'inspection n'émet pas de remarques sur les résultats des contrôles réalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Végétalisation de la couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)
Thème(s) : Autre, Couverture finale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir fait réaliser l'engazonnement de la subdivision 3.3 par l'entreprise LINGENHELD ENVIRONNEMENT à la mi-novembre 2025.</p> <p>L'inspection a constaté sur le terrain la présence d'un début de végétation ainsi que de graines de gazon sur l'ensemble de la subdivision 3.3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Programme de contrôle et de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Valorisation et destruction du biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est placé en dépression. L'exploitant réalise un contrôle puits par puits hebdomadaire de ce réseau. L'exploitant contrôle le taux d'oxygène dans les collecteurs et</p>

effectue un contrôle visuel de l'intégrité des réseaux. Si une anomalie est détectée, des réparations sont immédiatement engagées.

Les installations de valorisation et destruction du biogaz sont placées en pression. L'exploitant contrôle l'absence de fuite via l'utilisation d'un laser méthane. Il contrôle aussi régulièrement le niveau de pression. Sans la pression suffisante, les installations ne peuvent pas fonctionner correctement.

Chaque mois, ces contrôles sont reportés dans un registre. Vu le registre des contrôles des installations, les derniers contrôles ont été réalisés le 28 novembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de détection et réparation des émissions fugitives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V

Thème(s) : Risques accidentels, Biogaz

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant réalise tous les 3 ans une cartographie des émissions gazeuses des casiers de Montois I, II et III. Vu la dernière cartographie en date du 13 octobre 2025, l'inspection constate globalement l'absence d'émissions gazeuses.

Quelques émissions sont présentes sur Montois I et II au niveau des têtes de puits et des émissions plus conséquentes mais néanmoins toujours faibles sont présentes sur Montois III, à la jonction entre la subdivision en exploitation (4.2) et la future subdivision à exploiter (4.1). Cette situation est temporaire et sera réglée lorsque le changement de subdivision sera effectué.

L'exploitant déclare par ailleurs ne pas avoir connaissance de plaintes du jury de nez, indicateur de la bonne gestion des émissions gazeuses du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau

<p>de l'installation.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le registre de surveillance des prélèvements et de la consommation en eau de l'année 2025 ; Le site dispose de 4 compteurs d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bois VEOLIA ; • vestiaires SIEGEO ; • unité de flot tombant ; • wagabox. <p>L'exploitant relève chaque mois la consommation en eau de ses installations. Il a par ailleurs réduit la consommation d'eau de ville de son unité de flot tombant durant l'année 2025 en réinjectant dans le système une partie des eaux en sortie de cette unité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Bilan énergétique annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Consommation et production d'énergie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le bilan énergétique de l'année 2024, les sources de consommation énergétique du site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la wagabox ; • l'unité de flot tombant. <p>Le site a consommé 1,963 Gwh d'électricité. Le site a produit à l'aide de la wagabox l'équivalent de 19,27 Gwh d'électricité.</p> <p>Le bilan énergétique de l'année 2025 n'est pas encore établi. L'exploitant a présenté la quantité de biométhane réinjecté au 5 décembre 2025. 1 343 013 Nm³ de biogaz ont été réinjectés dans le réseau, ce qui correspond à environ 14,8 GWh d'électricité.</p> <p>L'exploitant explique la baisse de production par le fait que la chaudière de l'unité de flot</p>

tombant, en panne durant une période, est à nouveau fonctionnelle et utilise une partie du biogaz produit par le site.

Type de suites proposées : Sans suite